



Conseil économique et social

Distr.: Limitée
13 mars 2008
Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante et unième session

Vienne, 10-14 mars 2008

Projet de rapport

Rapporteur: Nicola **Rosenblum** (Australie)

Additif

Trafic et offre illicites de drogues

Structure du débat

1. À ses 1291^e et 1292^e séances, les 12 et 13 mars 2008, la Commission a examiné le point 5 de l'ordre du jour, libellé comme suit:

“Trafic et offre illicites de drogues:

- a) Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et mesures prises par les organes subsidiaires de la Commission;
- b) Suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale:
 - i) Mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire (extradition, entraide judiciaire, livraisons surveillées, trafic par mer et coopération entre services de répression, y compris formation);
 - ii) Lutte contre le blanchiment d'argent;
 - iii) Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et le développement alternatif.”



2. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants:
 - a) Rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues (E/CN.7/2008/5);
 - b) Rapport du Secrétariat sur les mesures prises par les organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants (E/CN.7/2008/6);
 - c) Rapport du Directeur exécutif sur le recours à des programmes de développement alternatif pour réduire la culture de la plante de cannabis (E/CN.7/2008/9);
 - d) Rapport du Directeur exécutif sur les mesures prises et les progrès réalisés comme suite donnée à la deuxième Conférence ministérielle sur les routes de la drogue à partir de l'Afghanistan (E/CN.7/2008/10).
3. Un exposé liminaire a été fait par le Chef du Groupe de la lutte contre la criminalité organisée et de la répression. Des déclarations ont été faites les représentants des pays suivants: Iran (République islamique d'), Ukraine, Fédération de Russie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du) et Tadjikistan. Des déclarations ont aussi été faites par l'observateur de la Slovénie (au nom de l'Union européenne) et par les observateurs de l'Algérie, la République dominicaine, l'Arménie, du Burkina Faso, du Portugal, du Kenya, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, l'Azerbaïdjan, du Liban et la Mauritanie.

Délibérations

4. Les intervenants ont souligné l'importance de la coopération internationale et de l'échange d'informations et ont rappelé leur attachement à d'importantes initiatives conjointes comme le Projet "Cohesion", coordonné par l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Plusieurs intervenants ont indiqué à quel point les opérations de livraison surveillée avaient été efficaces pour ce qui est d'identifier des individus membres d'organisations de trafiquants. Certains intervenants ont considéré les opérations de livraison surveillée comme un instrument de détection et de répression très utile pour lutter contre le trafic de drogues, tout en déclarant qu'il fallait pour en accroître l'efficacité que les États procèdent à une plus grande harmonisation dans les domaines de la procédure complémentaire, de la législation et des points de contact.
5. Plusieurs États ont fait part d'expériences réussies d'activités nationales de lutte contre le trafic de drogues illicites, qui visaient à la fois la demande et l'offre, et de la modification de la législation nationale pour l'aligner sur les conventions et réglementations internationales. Certains intervenants ont rappelé qu'il fallait assurer la formation des agents de police et des services de contrôle aux frontières. Certains orateurs ont exprimé leur satisfaction devant les exemples concrets de possibilités de formation proposés par des établissements.
6. On avait de plus en plus recours aux nouvelles technologies, en particulier pour surveiller les itinéraires maritimes et aériens qui étaient toujours très utilisés, pour des envois de drogues illicites de plus en plus importants. Les orateurs ont souligné l'importance de la coopération et du prompt échange d'informations sur

ces nouveaux itinéraires et sur le mouvement d'aéronefs et de navires. Le Centre d'opérations et d'analyse maritime de lutte contre le trafic de drogue, situé à Lisbonne, a été salué comme le fruit d'une collaboration réussie entre États qui avaient ainsi pu réunir des ressources et des informations en vue de cibler et d'intercepter la cocaïne faisant l'objet de trafic à travers l'océan Atlantique.

7. Plusieurs orateurs ont insisté sur le fait que, pour que les cultures de plantes servant à fabriquer des drogues ne reprennent pas, les stratégies de lutte contre les stupéfiants devraient être intégrées à une stratégie nationale plus vaste de développement visant notamment la réduction de la pauvreté, le chômage, l'éducation et d'autres questions économiques et sociales. Certains orateurs d'Afrique ont fait observer que la drogue et le crime étaient d'importants obstacles au développement sur le continent et qu'il était urgent d'adopter des stratégies efficaces pour remédier à cette situation. La mise en place de systèmes de justice pénale efficaces, qui passe notamment par le renforcement de l'état de droit et des capacités des services de détection et de répression, a été mentionnée comme un facteur essentiel dans la lutte contre le trafic de drogues. Ces mêmes orateurs ont ajouté qu'il était indispensable que la situation locale soit stable pour éviter que le trafic de drogues ne regagne en importance.

8. Les orateurs ont félicité l'ONUDC pour avoir organisé avec succès des réunions régionales, comme celles de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient et des Chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite de drogues, et les réunions tenues dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris, qui s'étaient toutes révélées extrêmement utiles, chacune d'elle ayant été l'occasion d'échanger des informations et ayant offert un forum qui avait favorisé les contacts opérationnels et permis d'élaborer des stratégies de lutte conjointes.

9. Des orateurs se sont inquiétés du fait que les pays de la côte ouest-africaine servaient de plus en plus de points de transit pour le trafic de cocaïne en provenance d'Amérique latine et à destination des marchés européens. Certains orateurs se sont déclarés satisfaits des premières mesures adoptées au cours de l'année écoulée en vue de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre cette tendance préoccupante.

10. Plusieurs orateurs ont soulevé la question de la progression du trafic de stimulants de type amphétamine et de médicaments psychoactifs faisant l'objet d'abus, ainsi que de leur transformation. Il a été indiqué que les modes opératoires des trafiquants étaient toujours dynamiques et qu'ils évoluaient en fonction des mesures de détection et de répression qui étaient prises et du succès qu'elles connaissaient. Une nouvelle tendance se dessinait, à savoir la présence d'héroïne en provenance d'Afghanistan dans les envois saisis en Chine et en Malaisie, ainsi qu'en Europe, et dont on pensait qu'ils étaient acheminés par l'Asie du Sud-Est. Des orateurs ont demandé de rester vigilant et de prendre des mesures énergiques pour répondre aux modes plus courants de la contrebande de drogues, notamment par passeurs, services postaux ou conteneurs maritimes.

11. Les orateurs ont salué la réunion du Conseil commun de coordination et de suivi pour l'Afghanistan qui s'était tenue à Tokyo en février 2008 et l'action menée par le Gouvernement afghan pour appliquer efficacement la stratégie nationale de lutte contre la drogue du pays. Il a été souligné que les interventions ne pouvaient

être efficaces que si elles suivaient une approche intégrée qui tenait compte des questions sociales et économiques et impliquait les pays voisins et la communauté internationale. Certains orateurs ont lancé un appel pour que la communauté internationale apporte une aide plus concrète au Gouvernement et à la population.

12. Certains orateurs ont décrit les modifications qui avaient été apportées à la législation nationale et les efforts de renforcement des capacités qui avaient été déployés pour permettre aux autorités de faire face au blanchiment d'argent tiré du trafic. Des orateurs se sont dits préoccupés par les liens qui existaient entre le trafic de drogues, la criminalité organisée et le terrorisme. Des orateurs ont pris note de la nécessité d'une action concertée pour qu'une législation et des procédures efficaces viennent compléter les mesures prises à l'échelle nationale de façon à priver de leurs bénéfices illicites les personnes participant à des activités de trafic, de criminalité organisée et de terrorisme. Il a été reconnu qu'il fallait de toute évidence adopter une approche multidimensionnelle pour répondre à ce problème et que l'ONUDC avait un rôle déterminant à jouer en orientant cette approche.
